



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Fonctionnement

Question écrite n° 3960

Texte de la question

M Jean-Louis Masson appelle l'attention de M le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, sur l'opposition de nombreuses communes rurales à l'application des dispositions de l'article 23 de la loi no 83-663 du 22 juillet 1983 modifiée relative à la répartition intercommunale des dépenses de fonctionnement des écoles élémentaires et maternelles publiques. En effet, ces dispositions, dont la portée a dû être précisée à de nombreuses reprises, ne sont pas de nature à satisfaire les communes de résidence, surtout lorsque celles-ci ont réalisé, à grand frais, des équipements scolaires qui risquent d'être désertés par certains enfants de la commune, sans que le maire ait pu donner son avis. Les communes de résidence refusent de se voir imposer de façon arbitraire une participation financière qui risque d'être lourde, en faveur des communes d'accueil. Elles font remarquer que les communes d'accueil sont généralement des communes qui bénéficient d'un traitement de faveur en matière de définition du montant de la dotation globale de fonctionnement (2,5 pour les grandes communes, 1 pour les petites communes), et que les dispositions de l'article 23 ne tiennent pas compte des contreparties économiques et commerciales dont bénéficient ces communes d'accueil, du fait de leur fréquentation par les parents des enfants qui y sont scolarisés. Cette situation ne va pas manquer de créer de nombreux litiges entre les communes d'accueil et les communes de résidence. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les mesures qu'il envisage de prendre à ce sujet, et en particulier s'il entend abroger l'article 23 de la loi du 22 juillet 1983.

Texte de la réponse

Reponse. - L'article 23 de la loi no 83-663 du 22 juillet 1983 modifiée a fixé le principe de la répartition des charges de fonctionnement des écoles primaires publiques entre les communes de résidence des élèves et la commune sur le territoire de laquelle est implantée l'école. Les règles de l'article 23, modifiées par les lois no 86-29 du 9 janvier 1986 et no 86-972 du 19 août 1986, précisent notamment que la répartition intercommunale des charges s'applique de façon progressive et ont institué en outre pour l'année scolaire 1988-1989 un régime transitoire pour l'accueil des élèves. Dans ce dispositif, en matière de répartition financière, il convient de souligner que le principe de la loi est de privilégier le libre accord entre communes d'accueil et communes de résidence. Ainsi, par accord tacite ou expresse, les communes concernées peuvent notamment décider de prendre pour base de cette répartition tel ou tel critère choisi en commun, les critères établis par l'article 23 ne s'appliquant qu'en l'absence d'accord et leur liste n'étant pas limitative. De même, les communes peuvent choisir un rythme d'entrée en vigueur différent de celui de la loi, le taux de 20 p 100 appliqué aux charges qui résulteraient de l'application du régime définitif de l'article 23 ne s'appliquant également qu'en l'absence d'accord. Par accord les communes peuvent donc convenir d'un taux plus ou moins élevé. À l'issue du dispositif transitoire actuellement en vigueur, entrera en application à compter de l'année scolaire 1989-1990 le dispositif permanent. Ce dispositif fera éventuellement l'objet d'adaptations qui seront dans ce cas préparées en concertation étroite avec toutes les parties intéressées.

Données clés

Auteur : [M. Masson Jean-Louis](#)

Circonscription : - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 3960

Rubrique : Enseignement maternel et primaire

Ministère interrogé : éducation nationale, jeunesse et sports

Ministère attributaire : éducation nationale, jeunesse et sports

[Date\(s\) clé\(s\)](#)

Question publiée le : 17 octobre 1988, page 2865